

RÉSISTANCE SOCIALE

LA RÉPUBLIQUE SERA SOCIALE OU NE SERA PAS !

04300-10070 0-0040307



SOMMAIRE

p1 : Le mot de la présidente

p2 : Solidarité Internationale

p3 et 4 : européennes, les peuples ont dit non

p5 : Marins-pêcheurs

p6 : AFPA

p7 : Privatisation de la Poste

p7 : Les bras m'en tombent

p8 : Coup de gueule

Les élections européennes ont donc rendu leur verdict. Que chacun se fait fort d'interpréter, ce à quoi je vais m'essayer également.

60% d'abstention, 3% de blancs et nuls. Voilà, bien sûr, la première caractéristique de ce scrutin.

L'UMP arrive en tête des suffrages exprimés avec 28% des voix et crie victoire. C'est le jeu. Mais l'objectivité ramène à des scores moins optimistes pour la droite. Selon son degré estimé de mobilisation, le score est ramené entre 9 et 13% environ de la population. Bien peu pour le parti du Président.

Suivent les Verts avec un score inégalé de 18%. Il est évident qu'ils ont servi de vote défouloir à une certaine partie de la population comme cela avait été le cas du Modem ou plus anciennement de Tapie. Il est vrai que les classes moyennes supérieures qui votent plus facilement « vert » se sont plus déplacées que les couches moyennes et populaires. Il n'empêche. Ce vote existe et viendra perturber le microcosme politique.

Le Parti Socialiste fait un score déplorable. Ce serait un pari risqué que de croire que cela le fera – dans son ensemble – réfléchir sur son européo-libéralisme. Les premières réactions officielles du PS font penser qu'il sera peut-être un peu moins arrogant vis-à-vis de ses partenaires de gauche ... mais qu'en sera-t-il de sa remise en question sur le fond ? Honnêtement je suis sceptique. Le PS n'est plus qu'une machinerie électorale. Comme telle son interlocuteur privilégié risque d'être « les Verts ». Essayons cependant un peu d'optimisme : sous l'influence de Razzi Hamadi, qui, il est vrai, y travaille depuis longtemps, le BN du PS vient de prendre officiellement position –et à l'unanimité- contre la privatisation de La Poste. Les « pro-modem » et ceux qui veulent abandonner toute référence au socialisme se heurtent à ceux qui ont bien compris qu'il leur fallait s'interroger sur leur coupure avec le peuple et qui ont compris que la question sociale serait au cœur de la recomposition de la gauche. Ils étaient présents, en force, au « Printemps des luttes des Services publics » ; c'est un signe qu'il ne faut pas ignorer.

Et tout cela est également dû au fait que, à gauche, si le PCF et le PG n'ont pas autant gagné leur pari qu'ils l'auraient souhaité (une plus forte mobilisation des couches populaires eut été nécessaire), ils sont loin de l'avoir perdu. Leur campagne a été la seule à tenter de donner une réponse politique aux attentes du mouvement social. Le débat est lancé. On ne peut l'ignorer quand le Front de Gauche fait entre le tiers et la moitié des voix du PS.

Pour l'instant, Sarkozy, faisant semblant de s'appuyer sur une pseudo victoire, est reparti de plus belle : allongement de la durée de cotisations pour la retraite, reprise du projet de privatisation de la Poste, ceinture sur le pouvoir d'achat – même du SMIC -, maintien de la politique fiscale injuste, la finance contre la production, suppression de dizaines de milliers de postes dans la fonction publique -dont 16000 pour l'école, dernier cadeau de Darcos- ...

Cela malgré les 70% d'abstention des classes moyennes et populaires, dont on méprise à nouveau le vote du 29 mai 2005.

Pourtant, l'électorat de gauche aspire à l'unité en même temps que le mouvement social aspire à trouver des solutions.

Dans chaque parti de gauche des voix se lèvent, de Benoît Hamon à Patrick Le Hyaric, de Jean-Luc Mélenchon à Georges Sarre, pour que la voix assourdissante du peuple soit entendue et prise en compte.

Y aura-t-il un déclic ? Comme Réso en 2003, des initiatives diverses fleurissent un peu partout –et particulièrement en province- pour marquer ce besoin d'unité ou de travail en commun. C'est un début ! Continuons le combat.

Marinette BACHE

SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

IRAN : où est l'intérêt du peuple iranien ?

Par Charles BARBARA

Lequel des deux candidats aux élections présidentielles est le plus légitime ?

1. Mahmoud Ahmadinejad, président ultra conservateur sortant,
2. Mir Hossein Moussavi, ancien premier ministre responsable en 1988 d'un massacre sur 5 mois de 7 à 30 000 prisonniers politiques communistes et moudjahidines du peuple ?

Voici le terrain propice à tous les Kouchner et Henri Lévy du monde. Lançons l'opprobre sur l'un. Oublions le passé de l'autre. Dénigrons l'histoire comme au bon vieux temps de la guerre de Bosnie-Herzégovine, du Kosovo et de la première guerre du Golfe !

Pour un partisan de la République sociale, c'est blanc bonnet et bonnet blanc. Les deux sont islamistes. Les deux souhaitent une société théocratique et disposer d'un pouvoir dictatorial.

Notons deux autres candidats « importants » :

- M. Kadkhodai : Le même en pire. Ancien chef des Gardiens de la Révolution (armée idéologique du régime) de 81 à 87.
- Mehdi Karoubi : le même en mieux. Souhaite « l'instauration des libertés individuelles et collectives » dans le cadre autorisé par « l'islam, la constitution de la République islamique et les valeurs décrites par l'Imam ». Rien de folichon, mais assez pour ne pas avoir été sélectionné par le régime aux avant-dernières présidentielles par les ayatollahs (31^{ème} pour 30 places)!

A ce sujet une polémique nous touche de près car elle concerne deux compagnons de route de Résistance Sociale. L'un est Thierry DERONNE, qui s'occupe d'une TV populaire au Vénézuéla et nous informe dans les pages internationales de ce journal de la situation en Amérique Latine, l'autre Jean-Luc MELANCHON compagnon de route d'un certain nombre des lecteurs de ce journal et figure fort intéressante de la Gauche républicaine française.

Le premier approuve la position de Chavez reconnaissant l'élection du Président Ahmadinejad. Pour ma part, j'attendrai d'être chef d'Etat, quasiment ennemi public n°1 de la première puissance mondiale dans un monde globalisé par un système que je réfute, avant de donner des leçons de doctrines stratégiques au Président Chavez. Sous De Gaulle, n'affirmait-on pas que : « La France reconnaît les Etats, non les gouvernements ».

Mais les partisans de la République sociale que nous sommes, ont toujours crû à l'universalisme de la laïcité. Celle-ci est essentielle pour l'émancipation des peuples comme des travailleurs. **Nous n'acceptons donc pas les régimes théocratiques.**

Il est tout aussi malvenu que d'autres se servent de l'occasion

pour faire de Chavez un membre d'une fraternelle de dictateurs.

La République bolivarienne travaille, au Vénézuéla, à une plus juste répartition des richesses : c'est elle qui mène une attaque frontale avec le capitalisme.

Et Chavez le fait sans museler son opposition et en donnant la parole à son peuple. C'est d'ailleurs toute la difficulté des révolutions d'être compatibles avec une expression pluraliste et démocratique. C'est ce qui force notre respect et notre admiration pour le Président vénézuélien.

Car nous le répétons : la liberté d'expression, de pensée, de se réunir, ... sont nécessaires à l'émancipation des salariés.

Au contraire, les élections en Iran ne sont que le plébiscite d'un système anti-démocratique. C'est un mollah, choisi par ses pairs, qui interdit les manifestations et envoie des forces de l'ordre tirer et frapper : à quoi servent donc les polémiques sur « qui sera Président » ?

Résistance Sociale apporte son soutien aux démocrates d'Iran qui luttent pour faire basculer le système théocratique dont le peuple est victime. Victime par l'application de la charia. Victime d'une vision rétrograde de la femme. Victime d'un pouvoir absolu empêchant toute expression politique ou syndicale.

Qu'attendre d'un pouvoir et d'un système qui fait réprimer les manifestations du 1er mai, licencie ou emprisonne les syndicalistes comme Mansour Osanloo ou Ali Nejati, interdit les syndicats indépendants iraniens ?

Qu'attendre de ce système dont la justice accuse de « propagande contre l'Etat » des syndicalistes qui réclament des arriérés de salaires ?

Où est l'intérêt des femmes ? Des salariés ? Des Iraniens ? Le débat a-t-il eu lieu ? Non ! Ses élections sont donc illégitimes. Les résultats sont illégitimes. Les candidats sont illégitimes. Le Régime est illégitime ! Ce qui compte c'est donc la destruction de ce régime non le choix du nom du pantin.

Mais L'histoire s'écrit. Le monde évolue.

Aujourd'hui la contestation semble pouvoir ébranler le régime. Mir Hossein Moussavi se trouve porté par la vague de contestation. Nous ne pouvons qu'espérer que cette vague le submerge et le conduise à participer à la destruction du régime qui l'a créé. Espérons que, pour une fois, la « révolution » iranienne ne sera pas détournée au profit d'une nouvelle caste. Si l'histoire transforme le pantin d'un régime en pantin d'une Révolution, qu'il en soit ainsi...

Oui nous soutenons, aujourd'hui, la révolution bolivarienne du Vénézuéla comme nous souhaitons, demain, pouvoir soutenir la révolution anti-théocratique d'Iran.

Vive Chavez ! A bas la théocratie iranienne !

ACTUALITÉ SOCIALE

Européennes : les peuples ont dit : NON !

Par Jean-Claude CHAILLEY

Plus de 200 millions d'abstentionnistes dans toute l'Europe, des blancs et nuls, des votes contre la politique et les institutions actuelles de l'Union européenne.

Cette élection n'a t'elle pas valeur de référendum des peuples contre le traité de Lisbonne ? Ou bien 200 millions d'abstentionnistes n'ont rien compris ?

La discussion sur l'avenir de l'Union européenne, de ses institutions, de sa politique, est incontournable pour la gauche, pour le mouvement social, qui s'y heurtent en permanence

Résultats totaux des élections européennes

Date	1979	1984	1989	1994	1999	2004	2009
% Votants	63	61	58,5	56,8	49,8	45,6	43,2

Certes la composition du corps électoral a beaucoup varié. Il y a maintenant près du double d'inscrits par rapport à 1979. Néanmoins la tendance est nette.

L'Allemagne est passée de 65,7 % de votants en 1979 à 43,3 % en 2009, ce qui en dit beaucoup sur le « couple moteur franco allemand ».

Résultats France des élections européennes

Date	1979	1984	1989	Référendum Maastricht	1994	1999	2004	réf 29 mai 05	2009
Votants	60,7	56,7	48,8	69,7	52,7	46,8	43,1	69,3	40,7
Dont B & N	5,2	3,5	2,9	3,4	5,3	5,9	3,3	2,5	4,3

- Chute très importante de la participation au fur et à mesure que les années passent et les promesses ne se concrétisent pas.
- Les blancs et nuls sont importants, ramenant les exprimés au dessous de 39 % en 2009.

Une abstention populaire et politique :

- On veut nous faire croire que l'Europe c'est trop compliqué pour que les électeurs puissent comprendre (théorie qui revient à nier le suffrage universel). Exemple les Echos du 5 juin : « ...Comme si les citoyens ne voyaient pas le rôle que les eurodéputés, voire l'Europe, peuvent jouer dans la reprise économique à venir, ou dans la réforme du système financier international... ». Bref 200 millions d'idiot.
- Cette thèse aristocratique ne résiste pas à l'analyse : 70 % de votants pour les référendums de Maastricht et du 29 mai 2005. S'il y avait eu un vote sur le traité de Lisbonne, donc un véritable enjeu, la participation aurait été infiniment plus forte.

En fait c'est la campagne sur la « victoire » de Sarkozy, le refus d'admettre que le traité de Lisbonne est minoritaire, qui imposent à la droite et aux médias de nier le caractère politique de l'abstention.

- Patrick Le Hyaric cité sur 20 minutes «une grève des

urnes et une grève contre l'Europe libérale».

- Benoît Hamon (4 Vérités) : « Crise, des centaines de milliers de victimes ne se sont pas déplacées...40 % d'abstention, très peu de participation des classes populaires, des classes moyennes... ». (Depuis il semble avoir changé d'avis : Canal + le 14 / 06 : « les gens ont pris l'habitude de ne plus voter. S'ils ne s'intéressent pas à l'Europe, l'Europe s'intéresse à eux »)
- Jean Luc Mélenchon : « le peuple ne veut pas de cette Europe libérale. Les gens ont très bien compris ».

Qui s'est abstenu ? (sondage sortie des urnes)

- Plus de 70 % jusqu'à 34 ans ; 64 % de 35 à 49 ans (pratiquement 2 / 3)
- Ouvriers 69 %, employés 66%, mais aussi artisans ...77%
- Electeurs LO, NPA : 68%, PC : 58%, PS : 61%, Verts : 59%

Ce sont bien les couches populaires, mécontentes de la politique de Sarkozy et de l'Union européenne – c'est la même - qui se sont abstenues.

Victoire de N Sarkozy ou gigantesque bluff ?

- On tente de faire croire que les % sur votes exprimés représentent la réalité des rapports de force en France. C'est SCIENTIFIQUEMENT ARCHI FAUX. L'abstention est politique et socialement marquée. Ceux qui ont voté **ne sont pas** un échantillon représentatif de la population française.
- **Avec moins de 11 % des inscrits**, (environ 15% si on tient compte d'une abstention normale), **Sarkozy a organisé une mise en scène de « victoire » dès 20 H pour faire croire que sa politique avait été plébiscitée, et qu'il fallait accélérer les réformes décidées avant.**
- D'ailleurs les leaders syndicaux ont mis Sarkozy en garde : se conduire comme si sa politique anti sociale était plébiscitée serait une grave erreur.
- A voix basse Copé et Hortefeux ont d'ailleurs dit la même chose
- J F Kahn : « Si on ajoute l'abstention, la gauche est majoritaire »

Peut-on opposer abstention populaire, blancs et nuls, votes de gauche ou d'extrême gauche ?

Beaucoup des militants qui se sont défoncés, notamment Front de gauche, NPA..., des syndicalistes, sont déçus et disent « qu'avec les résultats de Sarkozy, y'a plus rien à faire... » A mon sens, c'est une erreur :

(suite page 4)

ACTUALITÉ SOCIALE

(suite de la page 3)

Des électeurs ont voté NON le 29 mai 2005. On a piétiné leur vote. On continue avec les Irlandais, en les menaçant en plus. Ils ont retenu la leçon. Ils se sont abstenus, ou ont voté blanc ou nul. D'autres se sont mobilisés contre Sarkozy, ou pour lancer une dynamique unitaire... mais n'attendaient guère plus de l'élection elle-même. **Qui pensait vraiment que de ce scrutin sortirait une « Europe sociale » ?**

« L'Europe qui protège » (sic)

Les peuples sont fatigués d'entendre dire que « l'Europe les protège de la crise ». L'Union européenne a été acteur de la politique libérale qui a amené la crise mondiale.

Tout le monde entend des discours lénifiants, mais constate que la même politique anti-sociale continue en France et dans tous les pays, voire s'accélère.

Par l'abstention, par le vote, les peuples ont dit NON à leurs gouvernements et à cette Europe libérale.

Ce scrutin a valeur de référendum contre le traité de Lisbonne.

« Les pouvoirs » du Parlement européen

Campagne oblige, les partis ont fait campagne sur le thème des pouvoirs devenus subitement importants du Parlement européen. Mais des économistes ayant appelé à voter pour le Front de gauche répondent au fédéraliste A Lipietz : « **A quoi sert de renforcer les pouvoirs du Parlement européen, si, sur ces questions essentielles, tout est tranché en amont ?** ».

En outre, déclarer le traité « caduc », demander un « nouveau traité » et dire qu'avec de bons députés on pourrait avoir une autre politique est contradictoire. Si c'est le cas, c'est que le traité est acceptable.

Ecartelés entre leurs discours et leur pratique, presque partout les partis socialistes ou sociaux démocrates, s'effondrent.

France, Grande Bretagne, Allemagne...une succession de défaites historiques.

Le PS est écartelé entre des déclarations anti Sarkozy à la télé et la signature du Manifesto des partis sociaux-démocrates européens. Les partis sociaux-démocrates qui gouvernent signent le Manifesto **ET** les mêmes textes que Sarkozy – Merkel aux Conseils européens !

Au PS, des voix demandent d'aller jusqu'au bout, d'abandonner toute référence au socialisme, suivant la voie italienne où il n'y a plus de parti de gauche...et Berlusconi.

Pour que la gauche ne se fracasse pas de nouveau sur les institutions européennes, débattons !

On ne peut plus dissocier politique intérieure et politique européenne :

Sur toutes les questions économiques et sociales, il y a des directives, des règlements et décisions (qui s'imposent immédiatement sans discussion à tous les états), une coordination de l'UE. Les traités européens depuis le traité de

Rome, reposent sur la concurrence et le marché intérieur. C'est ce qui s'applique. La Cour de Justice y veille consciencieusement.

C'est en raison du choix européen que F Mitterrand a décidé la « rigueur », suivant Thatcher dans une course sans fin à la restauration de la compétitivité par le moins disant social

Le débat n'est pas facile, mais ne peut et ne doit pas être éludé.

Les résultats de la présidentielle en 2002, l'abstention, n'avaient-ils aucun rapport avec la signature du traité d'Amsterdam, les directives européennes qui en découlent, les privatisations du gouvernement de la gauche plurielle ?

Les mouvements sociaux, les grèves contre les libéralisations, privatisations...se déroulent souvent sous l'épée de Damoclès des successions de directives qui, au fil des années, affaiblissent, divisent, rendent bien souvent la perspective de victoire fort aléatoire.

Les processus peuvent durer des années mais à la fin c'est notre modèle social qui est en train d'imploser.

La condition de la victoire : débattre, loyalement, dans toute la gauche.

Par exemple :

Comment surmonter la « crise », réorienter la construction européenne ?

Peut-on le faire dans le cadre du traité de Lisbonne ou faut-il un nouveau traité européen (ou une nouvelle Constitution européenne, des coopérations...)?

Quel champ (et quelle qualité) pour les services publics ? (Résistance Sociale est signataire du Manifeste pour les services publics de la Convergence nationale de Défense et Développement des Services Publics). Distinction Service public et SIG / SIEG / SSIG /... , Quel contenu aux services publics en Europe, européens...?

La Nation peut-elle être le meilleur frein à la mondialisation libérale - sous réserve d'une politique appropriée- ou bien est-elle une survivance historique, un folklore, quasi périmé ? Existe-t-il une souveraineté européenne ? Si oui quels sont ses rapports avec la souveraineté nationale ?

Comment défendre et restaurer le droit du travail qui lui aussi fausse la concurrence ?

C'est un faux unanimisme, les accords électoraux d'appareils n'offrant en réalité aucune alternative, qui mène à la défaite.

Le débat, même vif, pourvu qu'il soit loyal et respectueux, mène à la victoire. Cf. 1981

ACTUALITÉ SOCIALE

MARINS-PÊCHEURS

Par Claude NICOLET, Premier secrétaire MRC 59, élu à l'agglomération urbaine de Dunkerque

En avril dernier, l'actualité a évoqué le conflit des marins-pêcheurs du Nord de la France. Les ports de Dunkerque, Calais et Boulogne (premier port de pêche de France et première plate forme européenne de transformation des produits de la mer).

Pourquoi ? Parce qu'ils veulent vivre de leur travail. Ils ne s'amusent pas à bloquer les ports mais luttent aujourd'hui pour leur survie. Il ne reste sur Dunkerque que 20 bateaux d' « artisans pêcheurs ». Et le mot « artisan » est ici indispensable. Ce ne sont pas des pêcheurs industriels embarqués sur des bâtiments gigantesques qui peuvent partir des semaines et qui ratissent les fonds. Ils représentent 80 « patrons » et matelots et font vivre 500 personnes environ et leurs familles. Cette pêche se fait au large de la côte, jamais en haute mer et repose essentiellement sur la sole. L'année 2008 a été correcte avec un total de 923 tonnes pour un chiffre d'affaire de 5,46 millions d'euros, en hausse de 10%. La sole a représenté 4,45 millions d'euros sur ce total, en hausse de 23,4% pour 468 tonnes d'apport.

Tout pourrait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes, sauf qu'il faut des autorisations et que c'est la Commission européenne qui les accorde. Les artisans ne sont pas opposés à la rationalisation de la pêche et à la préservation de la ressource mais les bases de la négociation sont faussées. Les autorisations s'appuient sur des déclarations de pêche du passé, et sur les constats des scientifiques.

A partir de cela, la Commission calcule des taux admissibles de capture par espèce et par grands stocks géographiques et en tire des quotas, zone par zone, répartis par Etat. Les Dunkerquois sont en zone IV C qui représente toute la partie méridionale de la Mer du Nord et un peu en zone VII D, la Manche orientale. Or, avec les calaisiens, ils ne représentent même pas 1% de quotas en IV C, donc moins ils déclarent chaque année, et plus le quota diminue. Cette année, dès avril, leur autorisation de pêche a été supprimée et ils doivent négocier des échanges avec d'autres zones, ce qui dure des mois, ce dont les artisans pêcheurs ne veulent plus.

Pour 2009, le quota attribué à la France pour la zone IV C est de 133 tonnes de sole, ce qui n'est rien comparé aux concurrents néerlandais par exemple.

Or, en Europe, la pêche artisanale représente moins de 10% des apports et plus de la moitié des emplois.

Ce que veulent les artisans pêcheurs, majoritairement représentés par la CGT, c'est de faire sortir la petite pêche du plan de gestion général. En grande partie parce que les déclarations du passé « étaient falsifiées », n'hésite pas à dire Philippe Nowé, président du comité des pêches de Dunkerque.

Le ministère de la Pêche et de l'Agriculture ne propose que des subventions là où les pêcheurs veulent vivre de leur travail. La commission européenne se dit d'accord pour de nouvelles négociations mais lesquelles ? Comme en 2002, où elle avait déclaré qu'elle « s'engageait à protéger de mode de pêche » ? Pour l'instant, le mouvement est suspendu... Il n'y a plus vraiment de ministre de la Pêche et de l'Agriculture, la droite libérale est renforcée en Europe, Barroso sera probablement reconduit...

Car, derrière les artisans pêcheurs, c'est toute une filière qui est en danger. Il y a aussi les mareyeurs et les artisans poissonniers qui ont besoin de tonnage pour faire vivre leur commerce, payer leurs salariés, réaliser leurs investissements. Et, là comme ailleurs, les fermetures se multiplient. Car, bien souvent, ils se fournissent localement. Or, l'arrêt de la pêche, c'est l'arrêt de la fourniture et de l'approvisionnement. Et, chose étonnante, les mareyeurs et les poissonniers sont solidaires des artisans pêcheurs. Mais il y a de fortes chances, si la situation ne se débloque pas rapidement, qu'un nouveau conflit apparaisse, beaucoup plus dur cette fois-ci.



ACTUALITÉ SOCIALE

L'AFPA (Association pour la Formation Professionnelle des Adultes) Un service public en voie de disparition : qui s'en soucie ?

Par Annie BONNEFONT, Porte parole des VERTS du Tarn et Garonne

Il existe des démantèlements sournois de services publics qui passent totalement inaperçus mais qui, venant s'ajouter aux nombreux démantèlements déjà effectués (France Télécom, La Poste, EDF etc...), impactent et fragilisent la notion de solidarité sociale nécessaire et indispensable au fonctionnement humain de nos sociétés.

Depuis 60 ans, l'AFPA fait partie de ces institutions nationales qui bénéficiait d'un financement public émanant du ministère du Travail mais qui à partir de 2010 va devoir rentrer dans la logique marchande des appels d'offre.

Jusqu'à présent, ce financement public assurait aux demandeurs d'emploi et salariés une pérennité et une équité d'accès à des formations pour adultes, diplômantes, gratuites et rémunérées.

Le gouvernement dans son entêtement à réformer pour privatiser tout ce qui est service public est actuellement en train de mettre en place une nouvelle loi sur la formation professionnelle tout au long de la vie qui doit être votée avant mi juillet. Comme à son habitude, il profite de cette réforme et de la régionalisation pour changer le paysage de la formation professionnelle avec l'idéologie qui est la sienne et qui repose sur la privatisation et la mise en concurrence. Ces réformes et cette régionalisation viennent totalement remettre en cause ce service public de formation proposé jusqu'à présent par l'AFPA, à destination des personnes les plus démunies face au marché du travail : les personnes peu qualifiées ou sans qualification.

Qui connaît l'AFPA ? Qui se soucie de ce démantèlement ? Qui se sent concerné ?

Peu de monde hélas, si ce n'est les quelques milliers de demandeurs d'emploi qui grâce à l'AFPA ont pu à un moment donné de leur vie se réorienter, se qualifier, se perfectionner gratuitement et ainsi, rebondir dans leur vie professionnelle.

Jusqu'à hier, à l'AFPA, ce qui importait c'était que le stagiaire, quelque soit son origine, sa position sociale, sa situation, son cursus scolaire, son lieu d'habitation, réussisse sa formation, obtienne son titre professionnel et trouve du travail. Nous étions dans une logique de promotion sociale centrée sur la progression de l'individu et sa réussite professionnelle.

Pour cela les moyens pédagogiques et donc financiers (ateliers, machines, outils, matière première, formateurs professionnels) étaient mis à disposition des stagiaires gratuitement, ainsi qu'un hébergement (également gratuit) lorsqu'ils devaient s'éloigner de leurs domiciles le temps de la formation.

Demain (2010), l'AFPA devient un organisme de formation soumis aux appels d'offres, mis en concurrence avec d'autres organismes de formation. Nous passons d'une logique de promotion sociale à une logique marchande soumettant l'organisme à la rentabilité et à la survie financière.

Ainsi l'important ne sera plus forcément d'assurer un titre professionnel au demandeur d'emploi afin qu'il ait un meilleur emploi, une meilleure rémunération. Il s'agira surtout pour l'AFPA de s'adapter aux appels d'offre, de faire des formations courtes mais rentables, de répondre aux exigences exclusives des financeurs.

Quelles conséquences cela aura-t-il pour les demandeurs d'emploi et les salariés demandeurs de formation ? (Autrement dit, peut être

vous, moi, un parent, un(e) ami(e))

Une perte de liberté dans le choix de la formation car les personnes seront tenues dans les faits au programme de formation financé régionalement et non plus nationalement.

On passe ainsi d'un choix de 300 formations différentes jusqu'ici proposées à, dans le meilleur des cas, une centaine, si le Conseil Régional ou Pôle Emploi achètent toutes les formations.

Une perte dans la mobilité car l'hébergement devenant payant, le demandeur d'emploi ne sera plus enclin à se déplacer pour suivre une formation qualifiante un peu éloignée de son domicile.

Une perte qualitative car les formations courtes risquent d'être privilégiées et le demandeur d'emploi n'apprendra plus un métier, mais juste quelques savoirs faire, quelques techniques qui lui permettront de postuler sur des emplois précaires.

De surcroît, cela rendra impossible de construire avec les demandeurs d'emploi des parcours de formation sécurisés dans le temps, puisque l'organisme ne connaîtra les formations pour lesquelles il a été retenu que de 6 mois en 6 mois.

Impossible également pour l'organisme de formation de pouvoir assurer à ses formateurs un travail pérenne, ne sachant pas à l'avance si le stage sera financé.

La solution sera certainement de faire appel à des formateurs en CDD ou en intérim. Ainsi à terme il est fort à craindre qu'on arrive à une situation où des précaires (les formateurs) s'occuperont de précaires (les stagiaires).

Ainsi au travers du démantèlement de cet organisme public de formation, qui d'un point de vue social occupe une place unique dans le paysage de la formation professionnelle, c'est encore une destruction qui va venir alimenter le sentiment d'insécurité sociale.

Là où le gouvernement devrait mettre les moyens financiers pour sécuriser des pans de vie sociale, notamment en situation de crise et qui plus est dans le secteur de l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi, le gouvernement donc se désengage et se contente de développer la vidéo surveillance et les contrôles policiers pour répondre au sentiment dit d'insécurité de nos concitoyens.

La logique marchande des appels d'offre va détruire dans l'indifférence générale, ce bel outil de formation et de promotion sociale qu'était l'AFPA.

Le démantèlement de cet organisme a d'ailleurs déjà commencé puisque le conseil des ministres a entériné le 29 avril 2009 le transfert des services d'orientations de l'AFPA (donc des psychologues du travail, dont je fais partie et qui composent ces services), à Pôle Emploi (nouvelle structure issue de la fusion ANPE-ASSEDIC).

Oui, il existe des démantèlements sournois de services publics qui passent totalement inaperçus mais qui ajoutés aux autres, réduisent nos sociétés à une jungle faite d'individualismes, de compétitions inhumaines qui ne font qu'accroître le sentiment d'insécurité sociale, la violence sociale et la perte de liberté.

En soutien et contre ce démantèlement vous pouvez signer la

ACTUALITÉ SOCIALE



Communiqué de presse du comité national contre la privatisation de la Poste, pour un débat public et un référendum

Nous voulons un référendum !

Le comité national contre la privatisation de La Poste, pour un débat public et un référendum sur le service public postal, a interpellé le président de la république en février 2009 sur la mise en œuvre des conditions d'un référendum, afin que la population se prononce sur l'avenir de La Poste, premier service public de proximité.

A ce jour la réponse du Président se résume à la transformation en société anonyme de l'établissement public postal, qui est une privatisation quoiqu'en dise le gouvernement et quels que soient les détenteurs de son capital social.

Cette question comme celle de l'avenir d'un service public postal répondant aux besoins de la collectivité ne peuvent se régler entre Matignon, l'Élysée et le Parlement.

Fort de sa détermination, le comité réuni en assemblée plénière ce 23 juin 2009 entend porter le débat sur la place publique. La population a son mot à dire !

Pour en créer les conditions, le comité national décide de mettre tout en œuvre, à travers les réseaux de ses organisations, politiques, syndicales et associatives, pour une large consultation nationale, dans la transparence et la démocratie dès les premières semaines de l'Automne.

Paris, le 24 juin 2009

LES BRAS M'EN TOMBENT

NICOLAS SARKOZY, PRESIDENT DU POUVOIR D'ACHAT !

Par Béatrice DURAND

Le peuple a grondé, le peuple est récompensé : le roi Nicolas, dans sa grande générosité, offre une augmentation de votre pouvoir d'achat dès juillet.

Oyez, Oyez, braves manants osant défier le roi Nicolas et obliger son ministre des finances à vous lancer quelques piécettes. Vous avez travaillé plus, vous allez gagner plus. Si ! Si !

J'entends déjà les rires des badauds. Eh bien, sachez que, dans sa grande bonté, son Altesse va augmenter vos salaires misérables de smicards de 16, 68 euros. Et on dit merci qui ?

Monsieur Hortefeux, pour vous expliquer ce geste de grande générosité, nous dit que des experts ont planché dur mais qu'ils lui ont, d'un commun accord, conseillé de ne pas procéder à une revalorisation au-delà des critères légaux.

En clair, ils ne préconisent pas de procéder à ce qu'on appelle communément un coup de pouce qui « remettrait en cause l'emploi et contraindrait des petites entreprises à des licenciements ». Vous voyez, si les smicards avaient été augmentés, il y aurait encore plus de chômeurs.

COUP DE GUEULE

Zemmour : y'en a marre !

Par Michel Labâtie

Eric Zemmour a trouvé sa nouvelle cible : Cohn-Bendit... pas très original mais tirer sur ce soixante-huitard-révolutionnaire-gauchiste devenu chef d'entreprise allemand a de quoi m'être a priori sympathique.

Oui, mais voilà, comme d'habitude, sous prétexte de dénoncer « un rebelle devenu bourgeois », on dénonce plus le rebelle que le bourgeois.

Zemmour est comme les bien-pensants de droite. Son objectif est le même : détruire les partis nécessaires à la reconstruction de la Gauche. Augmenter le fossé entre les différentes gauches, condition nécessaire à la perdurance du capitalisme.

Beaucoup de compagnons de route de gauche, mouvance républicaine, trouvent Zemmour charmant. En effet, tournant libéral du PS et percée des Verts signifiant la priorité donnée à l'écologie (au détriment de la question sociale et, ça, notre Eric national ne le dit pas !) sont dénoncés sans complaisance.

Mais jamais il ne dénonce la droite ! Sous prétexte de dénoncer la gauche sociale-traître, ouvriericide, il « oublie » de critiquer ceux qui détiennent le pouvoir, ceux qui, quotidiennement, privilégient le capital au travail.

Aucune place dans sa réflexion pour un nouveau partage des richesses, aucune place pour des avancées sociales.

Ce n'est pas un hasard : Zemmour est de droite, Zemmour est du côté du capital !

Lorsqu'il dit de Cohn-Bendit : « finalement, une seule constante idéologique, cette hostilité sourde à l'État-nation, le français, surtout, comme matrice de tous les autres, coupables d'enrégimenter les individus dans des carcans à la fois sociaux et patriotiques. »... comment explique-t-il la volonté affichée des Verts de créer une taxe interne à l'Europe sur le problème de l'écologie ? Que fait-il du discours des Verts sur la décroissance et la nécessité de la production locale ?

Que la gauche dise « il faut vivre et travailler au pays », ce serait bien, mais elle ne le dit pas. Les Verts, eux, commencent à le comprendre et à le dire pour l'écologie. Demain, ils le comprendront pour le social.

Des clivages existent, énormes, entre les Verts et nous, partisans

de la République sociale. Mais ils ne sont rien par comparaison à ceux qui existent entre nous et ceux dont l'unique but est de faire prospérer le capital.

Ce que je reproche à Cohn-Bendit, c'est d'être devenu bourgeois, pas d'avoir manifesté en 68.

Ce que je reproche à Cohn-Bendit, c'est de vouloir l'alliance avec le Modem, pas celle avec José Bové.

Ce que je reproche à Cohn-Bendit, c'est de ne pas assez critiquer le système, c'est de ne pas voir qu'au-delà de la question écologique il y a la question sociale. Que cette vision pourrait unir toute la gauche. Qu'une véritable écologie est impensable si le monde appartient aux détenteurs de capitaux.

Ce que je reproche, enfin, à Cohn Bendit c'est d'accepter d'incarner cette caricature de lui-même, formée par les gouvernements successifs de De Gaulle à Sarkozy. C'est d'accepter de caricaturer ainsi mai 68 en oubliant le combat dans les usines de millions d'ouvriers.

En résumé, ce n'est pas d'avoir rêvé hier à l'alliance ouvriers-paysans-étudiants que je lui reproche, c'est de faire semblant d'ignorer, aujourd'hui, les problèmes des salariés.

Le procès fait à Cohn-Bendit dans l'édition du Figaro par Zemmour est indigne. Florilège des critiques : « le rouquin a perdu des cheveux, mais arbore des lunettes rondes, derrière lesquelles vibronne son sempiternel regard bleu. À 64 ans, l'héritier rebelle est devenu un bourgeois respecté, dans lequel se reconnaissent les fameux bobos. L'insolent trublion souriant à la face d'un «CRS-SS,» s'est transformé en politicien habile et retors. ».

Voici, résumée, toute l'intelligence d'Eric Zemmour. C'est cela le débat politique ? Demain, quel physique disgracieux va être critiqué, quel âge du capitaine sera dénoncé ?

En réalité, en plus d'employer un ton digne des pages les plus sombres de notre histoire, la vie et l'objectif de Zemmour se limitent à une seule chose : critiquer constamment le parti dominant à Gauche au lieu du pouvoir en place. Etre un collaborateur du capital dans de pseudos habits de résistant républicain.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de

RESO, association loi 1901

Siège social :

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

NOM PRENOM :

ADRESSE :

TEL : Portable : E-mail :

J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros

Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros

Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS (chèque à l'ordre de Résistance Sociale)